

Ce texte est celui d'un exposé préparé par Michel Lasserre, dans le cadre d'une séquence d'éducation populaire organisée par le groupe attac18, à Bourges et Vierzon. Le texte initial a été revu en fonction des questions formulées dans les débats qui ont suivi l'exposé.

L'ENTREPRISE CAPITALISTE FINANCIARISEE.

Sommaire :

- 1) L'entreprise capitaliste financiarisée.
 - 2) Le financement de l'entreprise financiarisée.
 - 3) Le capital financier.
 - 4) Les liens entre l'entreprise financiarisée et le capital financier.
 - 5) Les contraintes du profit et de la concurrence.
 - 6) L'antagonisme entre ces deux contraintes.
 - 7) Comment baisser les prix sans faire baisser les profits.
 - 8) Conséquences économique et sociales.
 - 9) La recherche de réponses.
 - 10) Conclusion.
-

1) L'entreprise capitaliste financiarisée.

Pour commencer, qu'appelons nous entreprise capitaliste financiarisée ? Que signifient exactement ces trois mots associés ?

Le premier, l'entreprise, désigne une unité de production, c'est l'élément essentiel de notre système économique moderne. L'activité de l'entreprise consiste à produire des biens et services destinés à être consommés. Nous sommes dans un système économique monétarisé, où l'échange est de nature marchande, ces biens et services que produit l'entreprise sont destinés à être vendus sur un marché, et s'appellent donc des marchandises. Si j'achète une bouteille d'eau, ou un livre, ou un billet d'avion, ou un film sur un réseau câblé, je paye, parce que ce produit est une marchandise. Si je vais mon voir mon docteur, je paye pour son service marchand. Il en est de même pour les entreprises de services publics, même si leur fonctionnement présente quelques différences avec l'entreprise capitaliste financiarisée. Mon billet de train est une marchandise, je le paye, et la SNCF fait de la pub pour en vendre un maximum.

Nous venons de voir ce que signifiait le mot entreprise, voyons maintenant ce que signifie le mot capitaliste ? Disons pour commencer que l'entreprise capitaliste est une entreprise privée, c'est à dire qu'elle appartient à un propriétaire. Elle est donc régie en vertu des droits juridiques qu'accorde le droit de propriété, et qui sont définis par la loi. Dans ce cadre juridique, son propriétaire peut faire ce qu'il veut de l'entreprise et même la vendre s'il en a envie, il peut gérer l'entreprise comme bon lui semble du moment qu'il respecte la législation, et il peut aussi en tirer des profits qui lui appartiendront également, Mais le mot capitaliste a aussi un autre aspect, qui a un rapport direct avec l'argent. L'entrepreneur capitaliste a investi de l'argent dans son entreprise, et cet argent est sensé lui rapporter du profit.

A ce point, pour bien voir ce qu'est exactement l'entreprise capitaliste, nous devons faire une distinction entre "l'entreprise artisanale", et "l'entreprise capitaliste", même si pour certaines entreprises la distinction n'est pas toujours évidente. L'artisan maçon, qui travaille aussi durement

que ses trois ouvriers, a bien investi de l'argent dans sa petite entreprise ; mais ses revenus proviennent surtout de son travail personnel, c'est avant tout une entreprise artisanale, de type pré-capitaliste. Le statut de ce maçon, et celui de son entreprise, n'est pas comparable avec celui du petit industriel capitaliste, qui est aussi propriétaire de son entreprise, qui emploie avec profit cinquante ouvriers, et qui peut souvent se contenter d'un beaucoup moins contraignant travail de supervision. On a alors ici affaire au vrai entrepreneur capitaliste. Toutefois, la réalité présente est qu'il y a très peu d'entreprises, mêmes artisanales, qui fonctionnent totalement avec le propre capital de l'entrepreneur. D'une part les entreprises sont pratiquement toutes, plus ou moins en partie financées par des prêts bancaires. D'autre part, le petit capitaliste industriel a lui même dû souvent céder des parts de son entreprise pour la financer. C'est là que commence le domaine de l'entreprise capitaliste "financiarisée".

2) Le financement de l'entreprise financiarisée.

Voyons maintenant comment fonctionne l'entreprise capitaliste financiarisée. C'est une entreprise comme les autres, qui emploie des travailleurs, et produit des marchandises. Pour pouvoir produire, il faut que l'entreprise achète des biens de productions (machines, outils, véhicules, etc.), qu'elle finance ses infrastructures (bâtiments, bureaux, parking, etc.), qu'elle achète des matières premières ou déjà pré-élaborées, qu'elle paye ses salariés et ses charges diverses. Pour cela elle a besoin de se financer, en faisant appel à un mode de financement privé. Elle peut bien sûr s'adresser aux banques, qui lui fournissent alors la monnaie que leurs déposants leur ont confiée. Elle peut aussi émettre des actions ou des obligations.

Qu'appelle-t-on une action ? Il y a une époque où c'était un morceau de papier imprimé, aujourd'hui, c'est juste un codage sur un fichier informatisé. Une entreprise émet des actions le plus souvent pour financer de gros investissement, mais aussi pour racheter une autre entreprise, ou pour réduire son endettement. C'est donc un "titre", un "papier" que l'entreprise échange en général contre de la monnaie. Ce titre est sensé correspondre à une part de la propriété de l'entreprise, l'action est considérée comme un "titre de propriété". Ce titre donne d'une part droit à percevoir des dividendes, et donne d'autre part un droit dans la gestion de l'entreprise. Une fois émises, ces actions peuvent être achetées, ou revendues, sur un marché financier appelé "bourse". Leur prix y est bien entendu soumis à la loi de l'offre et de la demande, et il peut ainsi varier. La valeur d'une action (son prix) n'est déterminée que par les espoirs de profit qu'elle permettra de dégager. Si la société fait faillite, ses actions ne vaudront plus rien. La durée de vie d'une action, est celle de la vie de l'entreprise. Certaines actions de vieilles entreprises ont déjà rapporté maintes fois leur valeur d'émission à leurs propriétaires respectifs, et continueront ainsi tant que l'entreprise existera.

Qu'est-ce qu'une obligation ? Tout comme l'action, c'est un titre, qu'émet l'entreprise pour se financer. Il correspond à un emprunt. La personne, qui achète une obligation, prête simplement sa monnaie à l'entreprise, moyennant un taux d'intérêt. L'obligation est donc un "titre de créance", un "papier", qui va rapporter des intérêts à son propriétaire.

Parler des actions et des obligations, nous amène ici inévitablement à parler du capital financier.

3) Le capital financier.

Qu'est-ce que le capital financier ? On appelle aussi cela de l'argent, tout comme la monnaie qui est aussi de l'argent. Pourtant, il faut bien faire la distinction, et en même temps le

lien, entre le capital financier et la monnaie. En dehors de quelques assez rares opérations de spéculation sur les monnaies, la monnaie en soi ne rapporte pas de profit, par contre le capital financier en rapporte. Si on veut que son argent rapporte du profit, il faut donc transformer sa monnaie en capital financier. Pour cela, on peut l'échanger contre une action de société qui rapportera des dividendes. On peut aussi simplement prêter sa monnaie, et donc l'échanger contre un titre de créance, qui rapportera des intérêts. On peut aussi confier sa monnaie à sa banque, par exemple en la déposant sur un simple compte sur livret, ou bien en achetant des SICAV. La banque utilisera alors elle-même cette monnaie pour l'échanger contre des titres. Les actions, et les titres de créances sont, tous deux, ce qu'on appelle du capital financier. Il faut bien voir que si on appelle ça de l'argent, ce n'est pas de la monnaie ; le capital financier est du simple papier dont la valeur n'est garantie par personne. Pour récupérer cet argent sous forme de monnaie, il faudra d'abord revendre le papier en question.

4) Les liens entre l'entreprise financiarisée et le capital financier.

Nous voyons donc maintenant le lien profond qui existe entre le capital financier, et l'entreprise. Pour assurer ses investissements et sa production, l'entreprise utilise la monnaie, que lui fournissent les "épargnants capitalistes", que suivant les cas particuliers ou les idéologies de référence on appelle aussi "les investisseurs", ou "les capitalistes", ou les "rentiers". En échange de cette monnaie, l'entreprise leur donne un papier appelé capital financier, et par la suite leur verse des dividendes, ou des intérêts. Dans le système économique actuel, fondé sur l'investissement privé, sans transformation de monnaie en capital financier il n'y a pas d'investissement possible, ce qui est un obstacle majeur à la production. Dans notre système actuel, le capital financier est donc indispensable à l'entreprise, pour qu'elle puisse financer ses investissements, et assurer sa production. D'autre part, c'est l'entreprise qui émet les titres qui composent le capital financier, sans entreprise financiarisée il n'existerait guère de capital financier. Le capital financier et l'entreprise sont donc ici totalement indissociables, ils n'existent que l'un par rapport à l'autre. Ils sont contreparties l'un de l'autre, et ce qui concerne l'un, concerne pareillement l'autre. Pour bien comprendre ce que signifie le mot "contrepartie", prenons l'exemple d'un trou que l'on creuse dans la terre, et dont on entasse la terre extraite à côté de ce trou. Le tas est la contrepartie du trou, il grandit au fur et à mesure que l'on creuse le trou, et le trou n'est lui même que la contrepartie du tas, les deux sont indissociables et disparaîtraient ensemble si on remettait la terre dans le trou. Il en est ainsi du capital financier et de l'entreprise capitaliste financiarisée. Ce système implique alors toute une logique de fonctionnement, donc forcément des contraintes, et des conséquences inévitables.

5) Les contraintes du profit et de la concurrence.

Si l'actionnaire a échangé sa monnaie contre une action, ce n'est pas pour faire plaisir aux employés et aux clients de l'entreprise, c'est pour la seule raison que ce papier doit lui rapporter du profit. Le profit est ici la motivation première de l'actionnaire. Par contre, l'actionnaire prend des risques en transformant sa monnaie en capital actionnarial, il peut perdre de l'argent. Si les profits baissent de trop par rapport aux risques courus, d'une part l'actionnaire préférera revendre ses titres et récupérer sa monnaie ; et d'autre part, l'entreprise ne pourra plus se financer en émettant de nouvelles actions, que personne ne voudra acheter. Hors période ou cas exceptionnels, où le prix des actions augmente fortement, et où l'actionnaire peut se satisfaire de cette augmentation, l'entreprise doit donc nécessairement dégager du profit pour ses actionnaires.

Comme, de toute façon, l'entreprise est dirigée par un conseil d'administration nommé par les actionnaires, ils choisiront inévitablement pour siéger à ce conseil ceux qu'ils jugeront les plus aptes à leur dégager les plus gros profits. Pour les actionnaires, qui sont les propriétaires, et les

seuls vrais patrons de l'entreprise, l'objectif premier de l'entreprise n'est pas de produire des richesses utiles à la communauté. Cet objectif est avant tout de dégager du profit, le maximum de profit, de créer ce que l'on appelle de la "valeur". Et c'est bien, en réalité, sur cette base que fonctionne l'entreprise. Donc, dans ce système fondé sur l'investissement privé, l'entreprise capitaliste financiarisée est avant tout soumise à la contrainte du profit.

Deuxième contrainte : la concurrence. Dans chaque branche de production, la situation de monopole est très rare (Microsoft), il y a pratiquement toujours plusieurs entreprises qui fabriquent des produits similaires. L'objectif de chacune de ces entreprises est bien sûr toujours le même, celui de dégager le maximum de profit. Chaque entreprise est alors soumise à cette deuxième contrainte, celle de la situation de concurrence.

6) L'antagonisme entre ces deux contraintes.

La contrainte du profit maximum implique différentes stratégies pour l'entreprise. Sans entrer ici dans des explications détaillées, disons que pour augmenter les profits, généralement l'entreprise doit d'abord grandir, elle doit augmenter son chiffre d'affaire, c'est à dire produire plus et vendre plus. Si le marché capitaliste grandit sans cesse, comme par exemple dans les trente années qui ont suivi la deuxième guerre mondiale (les "trente glorieuses"), chaque entreprise peut facilement croître et s'assurer de bons bénéfices. Mais dans un système mondialisé, où la croissance devient de plus en plus difficile, la concurrence devient de plus en plus sévère. Quand la croissance générale diminue, quand elle atteint même parfois des limites dans certains secteurs, chaque entreprise doit inévitablement assurer sa propre croissance au détriment de ses concurrentes, elle doit leur prendre des parts de marché. La solution pour prendre des parts de marchés à la concurrence passe principalement par des baisses des prix. A qualité égale, c'est celui qui vendra le moins cher, qui aura le plus de chances de s'approprier la clientèle du concurrent. Seulement, plus on baisse les prix, plus on risque de baisser les profits, surtout si l'augmentation de part de marché souhaitée ne se concrétise pas autant qu'on l'espérait. Le problème qui se pose alors à l'entreprise est comment faire baisser les prix, tout en ne diminuant pas les profits, et si possible même en les augmentant.

7) Comment baisser les prix sans faire baisser les profits.

Nous avons vu dans un chapitre précédent, qu'on appelle "coûts de production" ce que dépense l'entreprise pour produire. Pour baisser ses prix, sans pour autant réduire les profits, l'entreprise doit inévitablement baisser ses coûts de production. Comment faire ? Rappelons rapidement en quoi consistent ces coûts de production, ils correspondent : 1) à l'amortissement des machines, et à l'amortissement des superstructures telles les bâtiments, les bureaux, et tout ce qui va avec. 2) à l'achat des matières premières ou pré-élaborées, et à celui de l'énergie utilisée. 3) aux charges diverses. 4) aux salaires versés aux travailleurs. Pour baisser les coûts de production, il suffit alors de faire baisser celui de ces différents éléments.

a) Pour faire baisser les prix des machines, il suffit de jouer la concurrence entre les entreprises qui fabriquent les machines, ce sont alors à ces entreprises là de baisser leurs prix. Il en est de même pour les matières premières ou pré-élaborées. Ces entreprises sont de toute façon elles aussi soumises à la concurrence, et la baisse de leurs prix est donc déjà pour elles un objectif majeur.

b) Pour faire baisser les prix des matières premières, en dehors de l'amélioration des techniques d'extraction, une des solutions la plus efficace connue à ce jour, consiste à mettre en

concurrence les pays où les entreprises produisent ces matières premières. C'est chose relativement simple, pour peu que ces pays soient endettés et aient absolument besoin de se procurer des devises étrangères. Par contre, dans certains cas, il peut y avoir des limites, un prix trop bas peut entraîner des réactions des pays producteurs, l'OPEP en est un exemple.

c) Pour faire baisser les charges, il suffit souvent de réclamer à l'État. L'entreprise peut même bénéficier de subventions, il lui suffit souvent pour cela de faire un peu de chantage à l'emploi. C'est ainsi que l'État, et les collectivités locales, font bénéficier l'entreprise capitaliste de fonds publics. C'est ainsi que les profits des épargnants capitalistes sont parfois en partie payés par les impôts des citoyens. On observera que ces pratiques mettent en concurrence les collectivités locales, et les États aussi.

d) Pour faire baisser la masse salariale, il y a plusieurs solutions.

La première solution consiste à baisser les salaires individuels. Dans des pays comme le nôtre, il y a une limite qui est celle du salaire minimum garanti. Aujourd'hui, de plus en plus de salaires sont proches de ce minimum, et il devient difficile de les baisser encore plus. Par contre, on peut encore baisser les salaires des cadres. L'entreprise peut aussi délocaliser sa production dans un pays où les salaires sont plus bas. Comme bien souvent dans ces pays les charges sont aussi plus faibles, la délocalisation peut apparaître pour l'entreprise comme une des solutions les plus avantageuses.

La deuxième solution consiste à baisser, non pas chaque salaire pris individuellement, mais la masse salariale, c'est à dire la masse globale des salaires versés par l'entreprise. La principale solution passe alors par plus de mécanisation, il suffit de remplacer les ouvriers par des machines. Les progrès constants de la technologie, facilitent cette pratique. Ces progrès bénéficient alors non pas aux travailleurs, mais aux seuls épargnants capitalistes, et à leurs profits.

Toutes ces solutions pour faire baisser les coûts de production sont largement utilisées. Seulement, si elles peuvent effectivement permettre à une entreprise de maintenir ses profits, au moins temporairement, elles ont aussi d'inévitables conséquences économiques et sociales.

8) Conséquences économique et sociales.

Chacune des solutions pour faire baisser les coûts de productions, que nous venons d'énumérer, entraîne ses propres conséquences, toutefois certaines reviennent plus souvent.

Première conséquence : les licenciements, le chômage. Les deux principales causes étant la délocalisation de la production, et la course à la mécanisation, à la robotisation. Le chômage a un coût économique, mais aussi social. Plus le chômage devient important, plus ses conséquences sociales apparaissent, l'extension de la pauvreté, les difficultés d'insertion des catégories les plus pauvres, l'exclusion, la délinquance, la misère.

Deuxième conséquence, la mise en concurrence des collectivités locales, et des États, aboutit à ce qu'on appelle un "dumping économique et social". C'est à celui qui offrira le plus d'avantages aux entreprises, les terrains les moins chers, les charges les plus faibles, les subventions les plus élevées, la main d'œuvre la meilleur marché. Ce dumping permet une réduction des prix, mais il a un coût social, aussi bien dans les pays riches que dans les pays pauvres. Chez nous c'est le chômage ; au niveau des pays pauvres, c'est souvent l'exploitation intensive des travailleurs, parfois dans des conditions proches de celle de notre 19^{ème} siècle.

Ce sont les deux principales conséquences, mais il y en a bien d'autres. Le pillage des matières premières des pays pauvres, la dérive pseudo scientifique qui aboutit à la vache folle et

aux OGM, la pollution industrielle, l'impossibilité de faire progresser les pratiques démocratiques dans le domaine de l'entreprise et de l'économie, etc.

9) La recherche de réponses.

La logique de l'entreprise capitaliste financiarisée est la logique du capital financier qui la représente, qui en est sa contrepartie. Nous avons vu que ce système obéit à une logique interne, cette logique est à même de nous expliquer une grande partie de la réalité économique que nous observons, et à laquelle nous tentons de résister, elle peut même nous annoncer des lendemains sans doute de plus en plus difficiles, mais elle ne nous apporte pas de solution en soi. Toutefois cette analyse nous apporte quand même des éléments de connaissances, qui peuvent nous ouvrir des pistes de recherche. On peut aborder la recherche de réponses sous trois approches différentes.

La première, défenseur de ce système, consiste à dire que ceci est un faux problème. Globalement le système capitaliste suit un processus de création-destruction (cf. Schumpeter), et les emplois détruits sont compensés par ceux découlant de la création de nouvelles entreprises. Il faut alors faciliter cette création d'emploi en découvrant de nouveaux secteurs de production. S'il est certain que la net-économie a pu présenter un espoir de nouvelles sources d'emplois, la dernière vague de licenciements dans ce secteur a dissipé pas mal d'illusions. En fait, l'augmentation générale du chômage, que nous constatons, montre clairement que ce processus ne suffit pas à créer les emplois nécessaires. D'un point de vue plus général, cette réponse se baserait sur l'hypothèse qu'il existe une logique globale du système, qui serait supérieure à la logique propre de l'entreprise, mais l'existence d'une telle logique supérieure n'a jamais été mise en évidence.

L'approche dite modérée consiste à ne pas remettre en cause les fondements de ce système productif, mais à essayer de l'améliorer pour atténuer, voire éliminer, les effets destructeurs de sa logique interne. Par exemple en interdisant les licenciements, en taxant les produits importés, en imposant aux pays pauvres des normes sociales, des codes du travail proches des nôtres, en instaurant des taxes diverses dont les recettes serviraient à pallier aux inégalités que génère ce système, etc.

L'approche dite radicale considère cette logique de l'entreprise capitaliste, et ses effets destructeurs, comme incontournables, et les éventuelles mesures destinées à améliorer ce système comme soit inapplicables, soit inefficaces à terme. Ces mesures pourraient même entraîner des effets pervers aggravant la situation générale. La réponse ne passe plus alors par des mesures palliatives, mais par la recherche d'une alternative à l'entreprise capitaliste financiarisé. On peut d'abord penser à un système étatique, mais les expériences de ce type ont échoué partout où elles ont été tentées, sans compter qu'en plus elles ont toutes abouti à des dictatures. On peut aussi penser à des entreprises dégagées de la contrainte actionnariale, des entreprises libres, où les travailleurs éliraient eux-même leur conseil d'administration, ce qu'on appelle l'autogestion. Le problème qui apparaît alors est celui du financement de l'entreprise, laquelle ne pourra plus dépendre d'un financement privé, on peut alors penser à un financement public.

10) Conclusion.

Nous avons vu que l'entreprise capitaliste financiarisé a, comme tout système, sa logique interne de fonctionnement, et que dans un système mondialisé cette logique l'amène à un comportement socialement destructeur. Pourtant, l'entreprise capitaliste financiarisée, telle que nous la connaissons maintenant, n'est pas une fatalité incontournable. Il existe des pistes économiques soit pour l'améliorer, soit pour la dépasser. Toutefois ce n'est plus là un problème qui relève du seul domaine de l'économie, mais de celui de la volonté politique. C'est en réformant les lois, qu'on changera la logique de l'entreprise et du capital financier qui lui est aujourd'hui associé, c'est là le rôle du politique et de l'action citoyenne.